

Installations classées pour la protection de l'environnement

**Arrêté préfectoral DCPAT-BAE n°2026-32
mettant en demeure la société « CAUP »
située sur le territoire de la commune de Toulouzette (40318)
de respecter les prescriptions du Code de l'environnement
et de l'arrêté préfectoral du 14/12/2005 modifié**

Le préfet

VU le code de l'environnement et notamment son titre I^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L.171-8 de son livre I^{er} ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes ;

VU l'arrêté préfectoral n°2005/986 du 14 décembre 2005 autorisant la société CAUP SAUBUSSE à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Toulouzette pour une durée de 15 ans ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-425 du 5 juin 2019, prolongeant la durée de l'autorisation jusqu'au 14 décembre 2023 et modifiant les conditions de réaménagement et le suivi piézométriques de la carrière ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-34 du 23 février 2023, modifiant l'arrêté n°2019-425 du 5 juin 2019, modifiant les conditions de remise en état de la carrière ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-563 du 26 septembre 2023, prolongeant la durée de l'autorisation jusqu'au 14 décembre 2024 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2025-52-SG du 09 septembre 2025 portant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 novembre 2025 relatif à la visite d'inspection du 27 novembre 2025 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier en date du 28 novembre 2025 ;

VU les observations émises sur le projet de prescriptions dans la réponse de l'exploitant en date du 16 décembre 2025, l'avant-projet de mémoire de cessation à l'état de projet non validé par l'exploitant et sa demande de prolongation jusqu'au 31/03/2026 du délai de remise des documents réglementaires relatifs à la procédure de cessation d'activité ;

CONSIDÉRANT que l'inspection du 27 novembre 2025, a mis en évidence que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de ses obligations réglementaires, à savoir :

- l'arrêté préfectoral du 14/12/2005 modifié et notamment son article 171.2 relatif à la remise en état du site ;
- le code de l'environnement et notamment ses articles :
 - R512-39-1 relatif à la transmission de l'attestation de mise en sécurité du site ;
 - R512-39-3 relatif à la transmission du mémoire de réhabilitation et de l'attestation de conformité des travaux.

CONSIDÉRANT que la société « CAUP » est tenue de respecter l'ensemble des prescriptions du code de l'environnement et de l'arrêté préfectoral susvisé qui encadrent ses activités ;

CONSIDÉRANT que ces manquements ont déjà été portés à la connaissance de la société « CAUP » dans le rapport d'inspection daté du 15/07/2025 faisant suite à la visite de l'inspection du 10/07/2025 ;

CONSIDÉRANT que les conditions actuelles d'exploitation présentent un risque pour l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

ARRÊTE :

Article 1 : Objet

La société « CAUP », dont le siège social est situé 2301 route de Guirette à Souprosse (40250), concernant l'exploitation d'une carrière de sables et de graviers, sur le territoire de la commune de Toulouzette (40318), est mise en demeure, de respecter les prescriptions techniques notées ci-dessous, dans les délais suivants :

| Arrêté préfectoral du 14 décembre 2025 modifié | Délais mise en conformité |
|--|---------------------------|
| <p>Article 171.2</p> <p>La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation et comporter les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• suppression des merlons ;• reprofilage et talutage des fronts à des pentes maximales de 30 % ;• mise hors d'eau par remblayage partiel ;• régalinge des terres végétales sur les pentes et le fond du site ;• Une végétalisation naturelle des berges sera privilégiée. <p>La haie installée en début d'exploitation côté Est (plantes à croissance rapide) sera supprimée en fin d'exploitation et remplacée par une haie de feuillus d'essences locales.</p> | <p>3 mois</p> |
| Code de l'environnement | Délais mise en conformité |
| <p>Article R512-39-1</p> <p>[...]</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p> | <p>1 mois</p> |
| <p>Article R512-39-3</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les</p> | <p>3 mois</p> |

| | |
|---|---------------|
| terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées [...] | |
| Article R512-39-3 III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement [...]. | 3 mois |

Le présent arrêté ne pourra être levé que lorsque les prescriptions susvisées du code de l'environnement et de l'arrêté précité, seront respectées.

Article 2 : Sanctions

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, le paiement d'une astreinte journalière ou l'exécution d'office des mesures prescrites pourra être ordonné à l'encontre de l'exploitant conformément au 1° et 2° du I de l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Landes pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Notification

Le présent arrêté est notifié à la société « CAUP », dont le siège social se situe 2301 route de Guirette à Souprosse (40250), concernant l'exploitation d'une carrière de sables et de graviers sur le territoire de la commune de Toulouzette.

Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le sous-préfet de Dax, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, le maire de Toulouzette, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mont-de-Marsan, le **26 JAN. 2026**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale


Stéphanie MONTEUIL

Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Pau – cours Lyautey – 64 010 PAU CEDEX ; ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.